

Ebola en RDC:
L'OMS affirme que
le risque pour
la santé publique
est « très élevé » **P.10**

Le GRET :
5 quidams **P4**
autour du MRC

Lancement demain
du projet « Mettre
fin au Sida en **P9**
Afrique de l'Ouest »



LIBERAL

Bihebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0356 du Mercredi 23 Mai 2018 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

A quel saint se vouer ?

Elle a connu sa période de gloire entre août 2017 et février 2018. Que des milliers de militants déversés dans les rues trois jours d'affilé pendant plusieurs semaines empêchant toute activité. Elle avait le vent en poupe, et sa détermination lui a permis d'arracher déjà dès septembre 2017, ce que le peuple togolais a toujours souhaité notamment la limitation du mandat présidentiel, le mode de scrutin uninominal à deux tours bref les réformes. On croyait l'affaire pliée. Mais c'était sans compter avec le radicalisme congénital de ces leaders de l'opposition qui n'ont jamais appris ou tiré leçon des erreurs passées. A trop vouloir tirer sur la corde, elle a fini par rompre...

L'étai se resserre sur la coalition des 14 partis politiques de l'opposition puisque c'est d'elle qu'il s'agit, elle a déserté la rue faute de mobilisation, incapable de dégager l'obstacle itinéraire imposé par l'autorité publique. Le discours des diplomates et la communauté internationale qui indiquent la voie des urnes pour une sortie de crise, n'est pas de nature à donner de l'espoir à la coalition qui ne sait plus à quel saint se vouer.

Le salut viendra-t-il du facilitateur? Pas certain ; ce serait illusoire que le président Ghanéen facilitateur du dialogue inter-togolais ait un discours qui rame à contre-courant. La surprise qui attend la délégation de l'opposition à Accra si la rencontre qu'on annonce avec tant de tintamarre avait lieu est celui-ci. Allez-vous préparer pour les élections.

Le Directeur de Publication

Politique / Les tendances en faveur des élections :



Les chances d'une reprise du dialogue s'amenuisent

P.3

Conseil National des Patrons de Presse :
El hadj TCHAGNAO Arimyao,
le nouveau patron **P3**
des patrons de presse



Amélioration du climat des affaires:
600 Sarl créées
depuis mars 2018

MICRO à l'envers

Cest désormais la tendance, plusieurs partis politiques se retrouvent dans des regroupements.. Après la C14 les centristes, on parle du Groupe des Républicains et Ecologistes du Togo (GRET). Un regroupement de six partis politiques à savoir le FN, le MRC, le PRPS, le PUDES, le PTJ et le PEP. Que pensez-vous de ce regroupement? Peut-il apporter quelque chose dans la résolution de la crise politique ?

JACQUE WOELE, JOURNALISTE AU JOURNAL WWW.LOME24.COM

Depuis un bon moment la crise politique a fait que tout le monde veut devenir président dans ce petit pays de 56600km2.

Au Togo, nous avons plus de 113 partis politiques, et voilà tous ces partis politiques sont en train de se regrouper.

La conférence de presse à laquelle nous venons

d'assister est riche en informations. Etant journaliste, j'ai beaucoup épousé les idéologies de ce nouveau regroupement. Passer par la concertation et par la négociation sont les seuls moyens pour trouver une issue favorable aux problèmes des togolais



PATRICIA OURO, JOURNALISTE FREELANCE



Nous avons connu dans ce pays des regroupements comme la CST, CAP2015, le GROUPE DES SIX, la C14 et aujourd'hui le GRET, tous se revendiquent du peuple.

Actuellement la crise persiste ; si c'est le mouvement du GRET qui pourrait apporter

la solution ? Alors bon vent à eux! Ce regroupement qui vient de voir le jour veut passer par la négociation et je crois que c'est un début de solution. Les Togolais doivent commencer à oublier le dialogue. Prions que la solution vienne de ce regroupement!

Pharmacies de garde à Lomé

**Semaine du 21/05/2018
au 28/05/2018**

BOULEVARD	Bd. Du 13 Janv. Doulassamé	22 21 65 49
BON PASTEUR	38, Av. Libération	22 21 13 67
BON SAMARITAIN	BE PA de SOUZA/Hôpital de BE	22 21 45 30
BIOVA	Bd. Houphet Boigny	22 34 50 93
PORT	Face Hôtel Sarakawa	22 27 61 88
HORIZON	165, boulevard du 13 janvier Nyekonakpoè. Face Sapeurs-Pompiers à côté de l'immeuble A.AC.	22 20 42 42
PATIENCE	Tokoin Gbadago	22 21 60 94
LUMEN	Route de Kpalimé près Togo boisson Cassablanca	23 38 68 36
JUSTINE	291, Bd des Armées - Tokoin Habitat	22 21 00 01
PROSPERITE	Située sur le Bd Eyadema entre l'immeuble AUBA et la Direction de la Police Judiciaire (DPJ)	23 38 84 25
PEUPLE	Marché NUKAFU	22 26 84 22
LE JOURDAIN	Boulevard Léopold Sédar SENGHOR, face au CEG Tokoin Wuiti	22 61 56 14
BAH	Face EPP Hedzranawé	22 26 03 20
St PIERRE	Sagboville Hedzranawe. Boulevard Haho	22 26 19 73
KLOKPE	Derrière la Foire Togo 2000 - Quartier Atiégo	22 61 42 42
MAWULE	Bè-Kpota (Anc. Pharmacie du Rond Point Gakpoto)	22 27 11 21
LE PROGRES	Sur le tronçon CIMTOGO-Gendarmerie d'Ahadjikpota non loin du marché de Zoro-bar	22 35 86 55
ADIDOGOME	Face au camp 2ème RI d'Adidogomé	22 50 54 85
SILOE	Carrefour Afiao Apédokoe Atigangomé	22 33 82 87
MAGNIFICAT	Afiao Sagbado Yokoe, Rue de la Pampa à 100 m du Palais Royal de Yokoe	22 56 43 20
ACTUELLE	Route de Ségbé, Quartier Sagbado - Adidogomé	22 51 11 72
DU POINT E	506, rue 129 Afiao Gakli (Kinli Gomé), à Djidjilé dans le von de la pharmacie Djidjilé	22 51 91 71
LE GALIEN	Rue Pavée d'Adidoadin	22 51 71 71
VIGUEUR	Rue 267, AGBALEPEDOGAN, Kilimandjaro	22 51 63 30
St JOSEPH	Bretelle BE KLIKAME	22 25 74 65
NABINE	Sise à Agoè Anomé dit Plateau (Route du Bar Plateau)	23 21 66 15
VOLONTAS DEÍ	Quartier Avédji, Carrefour "SUN CITY", face à l'ancien bar Sun City	22 36 00 95
VITAFLORE	Sise à Agoè Vakposito à 100 m de la station Shell Agoè Vakposito	22 19 22 86
ADONAI	Face Hôtel la Plantation à Agoè-Nyivé	22 50 04 05
CHARITE	A côté du CEG d'Agoè-Nyivé	22 25 12 60
SHALOM	Agoè-Cacaveil, non loin de BKS. Sur la route Agoè-Adidogomé	22 51 87 60
EMMAÜS	Sur la route de Mission Tové à côté du Bar Solidarité	22 40 25 04
ABRAHAM	Agoè-Logopé Kossigan	22 50 10 00
La FLAMME D'AMOUR	Sise à Agodeke route d'Aného	22 45 70 14
LE DESTIN	A côté de l'Agence ECOBANK de Baguida	22 41 15 41

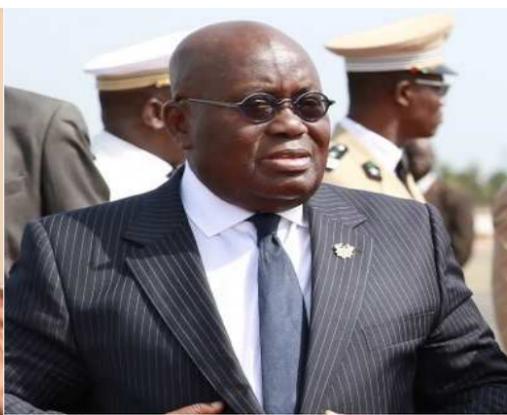
Le Togo s'engage pour la



Le Libéral, c'est tous les lundis et vendredis chez votre marchand de journaux.

Politique / Les tendances en faveur des élections : Les chances d'une reprise du dialogue s'amenuisent

Ca se dessine après plusieurs mois caractérisés par une situation politique tendue. Tout porte à croire qu'on file droit vers les élections dans les délais légaux. C'est d'ailleurs la position des diplomates exprimée la semaine dernière au grand dam de l'opposition particulièrement la coalition des 14 partis politiques qui croit encore à un dialogue presque rangé dans les poubelles de l'histoire.



Avant les diplomates Emmanuel MACRON le Président français avait déjà défini le plan de sortie de

crise pour le Togo tout en insistant sur la transparence du scrutin il ne voyait pas d'issue à part les élections.

Cette posture sera celle de la CEDEAO en Juin prochain. En effet au dernier sommet de Lomé, l'organisation sous

régionale avait mis la pression à la classe politique pour trouver une solution, au risque de se voir imposer des mesures. Depuis le sommet de Lomé rien a évolué, le dialogue n'a pas repris, l'opposition peine à mobiliser ses militants pour des manifestations annoncées mais jamais tenues. Le mois de juin est à nos portes et la solution CEDEAO risque de tomber.

Sans surprise, elle ne sera pas différente de celle des diplomates tous aux urnes.

Le Togo s'apprête à organiser plusieurs élections dans les prochains mois les élections législatives qui sont une exigence constitutionnelle, les locales jamais organisées depuis 1987, et sans doute un référendum constitutionnel pour matérialiser les réformes.

Il faut noter que l'opposition principalement la coalition des 14 partis politiques ne veut pas entendre parler des élections qui désormais sont une évidence.

PF

Conseil National des Patrons de Presse : El hadj TCHAGNAO Arimyao, le nouveau patron des patrons de presse

Elle aura retenu toutes les attentions la dernière Assemblée générale électorale du Conseil national des patrons de presse (CONAPP). Vendredi 18 mai dernier, ce sont 93 membres sur 97 qui ont pris d'assaut les locaux d'un hôtel de la place pour cette Assemblée générale qui devait renouveler les membres du bureau dont le mandat est arrivé à terme.



Le nouveau bureau du CONAPP dirigé par El Hadj Arimyao Tchagnao (4è à partir de la droite)

Rapport moral du président sortant Jean Paul AGBO AHOUELETE, rapport d'activité du secrétaire général sortant Fabrice PETCHEZI, et le rapport financier du trésorier

général sortant Eric JOHNSON, tout ceci après une cérémonie d'ouverture en présence du représentant du président de la HAAC, et du ministre de la communication des

sports et de la culture. Les trois rapports adoptés par acclamation, mise sur pied de la commission électorale présidée par l'ancien président de l'OTM, Augustin SIZING, puis place

désormais au renouvellement du bureau. Quatre candidats au poste de président et c'est le directeur de publication du journal nouvelle opinion qui s'en sort haut les mains avec 68 voix contre 23 pour son poursuivant immédiat Loïc LAWSON et 03 voix pour Joël EGAH le quatrième candidat Gérard WEISSAN s'étant retiré à la dernière minute.

Après une campagne électorale très tendue tout est bien qui finit bien, les belles images qu'on retiendra ce sont ces accolades et poignées de mains du vainqueur aux vaincus, signe que le scrutin

a été transparent. Le processus électoral il faut le souligner a connu des innovations saluées par tous. Il s'agit du grand oral qui a permis aux candidats de présenter leur programme pour le Conapp une fois élu.

Le nouveau bureau qui prendra service à l'issue d'une passation jeudi est composé de 12 membres il est élu pour un mandat de 2 ans renouvelable une fois. Le Conapp est une organisation de presse regroupant les patrons des organes de presse.

Né en 2007, elle a connu des défections mais elle demeure toujours l'organisation de presse la plus représentative avec 97 membres repartis sur toute l'étendue du territoire.

Dick Mensan

Le GRET : 5 quidams autour du MRC

L'union fait la force dit-on. Certains partis politiques de l'opposition l'ont compris. Après les centristes composés du NET, la CPP et le PDP, un autre regroupement de partis politiques a vu le jour. Il s'agit du Groupe des Républicains et Ecologistes du Togo (GRET). Ce regroupement de six partis politiques à savoir le FN, MRC, PRPS, PUDES, PTJ et PEP, a été officiellement lancé la semaine dernière à Lomé lors d'une conférence de presse.



Le GRET est un regroupement de partis politiques qui veulent défendre les vrais intérêts du peuple comme la famine et le chômage. Le GRET œuvre pour la résolution de la

crise sociopolitique qui secoue notre pays bientôt neuf mois et orienter le Togo sur les rails d'un développement harmonieux avec la prise en compte des valeurs

républicaines.

Pour le GRET, les Togolais doivent oublier le dialogue, le dialogue ne pourra plus trouver une issue favorable et durable aux problèmes des

Togolais. Il faut que les hommes politiques arrêtent de tromper le peuple.

Le GRET entend contribuer à l'amélioration des conditions de vie des Togolais en invitant tous les Togolais surtout les protagonistes à la négociation en ayant à l'esprit la sauvegarde de la République. Il s'agit donc d'expliquer aux protagonistes que les filles et fils d'un même pays peuvent s'entendre et régler les problèmes s'ils décident de mettre de côté les petits calculs politiques et leurs ambitions personnelles. Ils

doivent avoir à l'esprit que derrière les calculs, il y a un peuple qui crie et qui souffre et qui gémit chaque jour sous le poids de la fatalité.

Le GRET veut reconstruire le pays, il vise la mobilisation et la participation responsable de tous les Togolais préoccupés par la recherche d'une solution idoine à la crise par la voie pacifique, c'est dans ce sens le GRET entend inscrire ses actions dans le cadre de la démocratisation inclusive du pays.

Ce nouveau regroupement s'engage à placer au dessus de toutes considérations les intérêts des Togolais sans distinctions d'ethnies. Il faut dire que depuis le début de la crise politique en Août 2017, seule la coalition des 14 partis politiques donnait de la voix. Cette coalition a d'ailleurs réussi à mettre à la touche tous les autres partis politiques qu'ils ont réussi à écarter du dialogue politique.

Tout porte à croire que les regroupements des partis est à la mode. Mais que pèse réellement ces partis qui se regroupent. Question valable pour tous les regroupements y compris la coalition composée de 14 partis politiques dont à peine 4 sont vraiment viables. Chez les centristes, mis à part le NET de Gerry TAAMA, on a dû réveiller des partis dormant comme la CPP et le PDP pour en faire un regroupement.

Au GRET, ce sont 4 parfaits inconnus de la scène politique qui retrouvent du souffle autour du MRC d'Abass KABOUA, dans ce qu'il convient d'appeler GRET.

Le Togo compte une centaine de partis politiques pour une population de 7 millions d'habitants. La tendance est aujourd'hui au regroupement a-t-on enfin compris que seul il sera difficile de soulever les montagnes. ■

Cyrille sablassou

Le programme présidentiel «School Assur» compte déjà 1,5 millions de bénéficiaires

C'est l'une des plus grandes innovations en milieu scolaire en Afrique de l'ouest. A travers le projet « School Assur », les enfants fréquentant les écoles primaires du publiques au Togo ont gratuitement une couverture d'assurance santé. Cette initiative du Président Faure Gnassingbé qui a démarré depuis le 1er Septembre 2017 a déjà fait un total de 1,5 millions de bénéficiaires sur toute l'étendue du territoire national.

Depuis le début du programme dont les prises en charge sont en constante progression, plus de 12 000 prestations de santé sont effectuées par semaine au profit des écoliers et élèves. Les assureurs partenaires auprès desquels l'Etat Togolais a souscrit cette garantie ont déjà procédé au règlement des factures des centres de Santé pour un montant de 283.197.350 FCFA soulageant ainsi les parents d'élèves des dépenses de santé de leurs enfants scolarisés. La preuve que cette réforme connaît une réussite parfaite et contribue à la rétention des enfants dans les écoles.

Dans son mandat social, le Président de la République, alors candidat, avait promis faciliter la scolarisation des enfants et surtout l'amélioration de leurs

conditions d'étude. Ceci passe forcément par la qualité de leur santé ; c'est pourquoi cette assurance santé a été mise sur pied pour

que l'Etat puisse prendre en charge les soins sanitaires des enfants scolarisés de Lomé jusqu'à Cinkassé.

En dehors de cette protection

sanitaire, le gouvernement a également installé les cantines scolaires. Elles permettent d'alimenter les enfants dans les écoles des régions les plus démunies. Ces deux actions combinées

participent à placer le Togo parmi les pays qui favorisent le plus l'accès des enfants à l'école. ■

SCHOOL ASSUR®

**UN PROGRAMME PRÉSIDENTIEL POUR
UNE INCLUSION ÉDUCATIVE ET SANITAIRE**

**Plus d'1,5 millions d'élèves
et écoliers déjà pris en charge**

La 3ème réunion extraordinaire du Conseil de l'Entente : Adopte le plan stratégique 2018-2022 de l'institution

Les experts en charge des affaires étrangères du Conseil de l'Entente étaient réunis à Lomé depuis la semaine dernière. Ils ont procédé à l'examen et à l'adoption des résultats et recommandations de l'audit institutionnel et organisationnel, ainsi que du nouveau plan stratégique 2018-2022 du Conseil de l'Entente. Cette réunion leur permettra également de se pencher sur le mécanisme entente de renseignements.



Pour Mme Abra Afetse-Tay, présidente de la session, ces outils sont indispensables pour non seulement le rayonnement et la pérennité de l'institution, mais aussi pour l'accroissement de sa rentabilité.

"L'audit institutionnel et organisationnel a entre autres pour objectifs l'amélioration du cadre institutionnel et organisationnel existant y compris le mode de

fonctionnement et met en exergue les questions financières. Le plan stratégique vient définir les grandes orientations des quatre axes stratégiques retenus pour permettre à l'organisation d'atteindre ses objectifs.

Le nouveau plan, prend en compte les questions liées au genre, à la jeunesse, à la migration ainsi que son évaluation financière", a-t-elle confié.

Mohamadou Abdoulaye, le Secrétaire exécutif adjoint du Conseil de l'Entente, estime pour sa part que cette réunion extraordinaire marquera à coup sûr un tournant dans la vie de l'institution en ce qu'elle permettra au Conseil de l'Entente de se projeter dans l'avenir en dotant l'institution des outils et instruments aptes à

consolider les acquis dans le domaine de la gouvernance administrative et financière, à mobiliser les financements, à mieux gérer les partenariats pour répondre aux attentes des laborieuses populations de l'Espace Entente.

Notons pour finir que l'audit institutionnel et organisationnel a été réalisé par le cabinet béninois,

GECA Prospective, alors que c'est le cabinet burkinabè CGIC Afrique qui s'est chargé de l'évaluation du plan stratégique 2013-2016 et de l'élaboration de celui de 2018-2022 et que la réunion prend fin ce jour par la conférence des ministres en charge des affaires étrangères.■

Démocrate

Le Conseil de l'Entente, vers une meilleure gouvernance administrative et financière

Le Conseil de l'Entente, l'organisation sous régionale composée du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, du Niger et du Togo, a fait le choix d'une meilleure gouvernance administrative et financière.

Ce lundi dernier s'est tenu à Lomé la 3ème réunion extraordinaire du comité des experts qui devraient plancher sur l'audit institutionnel et organisationnel du conseil, réalisé par un cabinet béninois et son nouveau plan stratégique pour les cinq prochaines années (2018-2022), élaboré par un cabinet burkinabé.

L'audit institutionnel et organisationnel et le nouveau plan stratégique visent respectivement l'amélioration du cadre institutionnel et organisationnel existant, ainsi que le mode de fonctionnement et les questions financières et la



définition de grandes orientations des 4 axes stratégiques retenus pour permettre à l'organisation d'atteindre ces objectifs.

« Le Conseil de l'Entente vient de prendre son envol », a déclaré Abra Afétsè-Tay, la présidente du comité des experts.

Elle a rappelé que ces deux

documents vont dans la droite ligne du vaste programme de revitalisation du Conseil que les 5 chefs d'Etat ont décidé, programme qui s'est soldé par l'adoption d'une Charte amendant et complétant l'Acte constitutif de 1959, le renouvellement des organes dirigeants, l'adoption d'un plan stratégique 2013-2016 et la

signature de deux accords importants en 2016 avec le groupe des ACP et la CEDEAO.

« Cette 3ème réunion extraordinaire revêt une importance stratégique pour l'avenir de notre organisation commune. Après la phase de fondation, il s'agira de se projeter dans l'avenir en dotant l'institution des outils et instruments aptes à consolider les acquis dans le domaine de la gouvernance administrative et financière,

à mobiliser les financements, à mieux gérer les partenariats pour répondre aux attentes des laborieuses populations de notre espace », a déclaré à l'ouverture de cette réunion, Mohamadou Abdoulaye, secrétaire exécutif adjoint du conseil.

La 3ème réunion extraordinaire du comité des experts va durer trois (3) jours et le mercredi prochain, les ministres en charge du domaine vont prendre le relai pour examiner et adopter les travaux des experts.■

DÉCLARATION D'IMPÔT

Petites, moyennes et grandes entreprises peuvent désormais déclarer leurs impôts rapidement grâce à la télé déclaration

www.republiquetogolaise.com / www.togofirst.tg / www.otr.tg

LES JOURNALISTES PEUVENT DESORMAIS BIEN PARLER DE L'AGENCE NATIONALE DE LA PROTECTION CIVILE

Le Togo comme tous les autres pays du monde n'est pas épargné des catastrophes ou calamités naturelles à l'instar de l'inondation, les vents violents, la sécheresse et les grandes pluies.

formation qui a réuni 103 journalistes venus de la région des Plateaux, de Maritime et Lomé, a pour

a pour mission principale de coordonner les actions de prévention et de gestion des situations d'urgence sur le territoire national, de superviser l'ensemble de secours et sauvetage des personnes et des biens en cas de catastrophe, de préparer et d'organiser des exercices de simulation, d'informer et d'éduquer les populations en matière de protection civile, de former le personnel et tous les acteurs intervenant dans le domaine de la protection civile et de protéger les personnes déplacées et les réfugiés en collaboration avec les structures concernées.

La même formation sera faite à l'endroit des confrères du nord le vendredi prochain à Kara. ■

Cyrille Sablassou



Pour prévenir et bien se préparer dans les moments de crises, le gouvernement togolais a créé par décret 2017-011 /PR du 31 janvier 2017 un service étatique qui peut bien coordonner tous les autres services de l'Etat

qui interviennent dans la résolution des problèmes liés à ce fléau. Ce service porte le nom de l'Agence Nationale de la Protection Civile abrégé ANPC.

Pour mieux faire comprendre aux

populations les fondements et les missions ou rôles de l'ANPC, il est organisé hier à Lomé un atelier de formation aux journalistes, aux responsables religieux et aux fonctionnaires du Ministère de la santé, cette

objectif de bien expliquer les fondements ou bases sur lesquels cette agence est créée.

Dans les explications le Directeur Général de l'ANPC a fait comprendre aux participants que son agence

L'Université de Lomé et ses partenaires lancent l'Institut des métiers de la mer (I2M) pour répondre aux besoins de l'économie bleue

Le ministre togolais en charge de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Prof Octave Nicoué K. Broohm a hier lancé officiellement à l'Université de Lomé, l'Institut des métiers de la mer (I2M).

A travers l'I2M, l'Université de Lomé veut répondre efficacement, promptement aux défis et enjeux de l'heure en mettant à disposition aussi bien des étudiants que des professionnels des formations aux métiers liés à la mer

Ainsi, l'établissement permettra, non seulement, aux jeunes togolais et africains d'acquérir des compétences indispensables au fonctionnement et à la compétitivité dans le domaine portuaire ; mais aussi de recycler les compétences des agents déjà sur le terrain.

Pour le Directeur de l'établissement, Prof Okey Komlagan Nézan Mawussé, l'I2M commencera par des formations de renforcement de capacités ensuite progressivement vont se développer des formations

diplomantes axées sur des contenus en adéquation avec les besoins des entreprises.

Plus tard, « il y aura des diplômés de Bac +2 et Bac +3

suivant la demande du marché du travail ainsi que des formations à la carte suivant le profil recherché par les entreprises », a-t-il ajouté.



HCRRUN-Togo : 78% des victimes de la première phase indemnisées dans les Plateaux

Du 07 au 19 mai 2018, le HCRRUN a procédé à l'indemnisation des victimes non vulnérables de la première phase comptant pour les événements de 2005 à Atakpamé. Les victimes prises en charge viennent des préfectures de l'Ogou, Amou, Wawa et Akébou.

Pour cette zone de la région des Plateaux, elles sont 759 attendues et 530 ont



répondu. Un mois plus tôt, l'équipe du HCRRUN était dans une partie de la région

des Plateaux notamment Kloto, Dayes, Kpélé, Agou, Haho, Moyen-Mono, Anié et

Est-Mono. Sur un total d'environ 1244 pour toute la région, environ 975 victimes ont été indemnisées. Le HCRRUN poursuit ses prochaines activités d'indemnisation dans le Pôle de la Kara. Ce Pôle regroupe les Régions Savanes, Centrale et Kara. Le HCRRUN exhorte les victimes de 2005 résidant dans ce Pôle à se mobiliser pour faire des opérations en perspective une réussite.

L'emprunt Obligataire Public TPTG 6,9% 2018-2023 initié par l'Etat togolais est Côté à La BRVM

L'Etat togolais a lancé ce vendredi 18 mai, la première cotation de l'emprunt obligataire du Trésor Public dénommé « TPTG 6,90 % 2018-2023 » à la bourse régionale de la BRVM. La cérémonie délocalisée à Lomé a été présidée par Sani Yaya, le ministre de l'Economie et des Finances, et le directeur général de la BRVM (Bourse régionale des valeurs mobilières), Edoh Kossi Amenounve.

Elle consacre l'entrée en Bourse des obligations émises par l'Etat togolais sur le Marché Financier de l'UEMOA pour un montant de 61,8 milliards de FCFA et porte à 447,62 milliards de FCFA le montant total levé par la BRVM depuis janvier soit 62 % des ressources collectées en 2017.

« Cette performance confirme le dynamisme du marché obligataire de la BRVM qui se renforce d'année en année », a souligné le directeur de la BRVM.

« Aujourd'hui, le marché de la dette à long terme de l'UEMOA représente près de la moitié de celui des actions alors qu'il représentait en 2001, à peine le quart. Cette



évolution traduit le recours de plus en plus fréquent des Etats de notre Union au Marché Financier Régional pour satisfaire leurs besoins d'investissement à long terme notamment le financement des infrastructures de développement de base telles que les routes, l'énergie, la santé », a-t-il ajouté.

Le présent emprunt obligataire représente le quatrième que l'Etat togolais a émis sur le marché régional. Il porte le total de ses interventions depuis 2006 à 314,18 milliards de FCFA dont 156 milliards sous forme de Sukuks. Cette performance fait du Togo le quatrième émetteur souverain de l'Union après la Côte d'Ivoire, le Sénégal et le

Burkina Faso.

« C'est l'occasion pour la BRVM de remercier l'Etat togolais pour sa présence sur le marché et d'inviter les acteurs économiques du Togo à profiter davantage des opportunités qu'offre notre marché à des conditions très compétitives. La BRVM entend accompagner la place togolaise dans cette dynamique pour une mobilisation plus accrue des ressources en vue de créer les conditions d'une croissance soutenue indispensable au bien être tant recherché par les populations », a poursuivi le DG de la BRVM.

De son côté, le ministre Sani Yaya a souligné que le succès de l'opération de 61,9 milliards pour 60 milliards, recherchés démontre, « la confiance des investisseurs en la politique de développement socio-économique orientée vers les réformes, la

modernisation et surtout l'inclusion sociale. « Cet emprunt obligataire TPTG 6,9% 2018-2023 émis par le Togo sur le marché financier régional vise à apurer une bonne partie de la dette intérieure, et illustre parfaitement la confiance des investisseurs en la politique menée par le gouvernement », a-t-il dit.

« Le marché financier étant l'une des opportunités pour nos pays de pouvoir mobiliser des ressources pour financer leur développement, le Gouvernement togolais, continuera de saisir cette opportunité offerte par le marché régional à travers des émissions de titres publics », a ajouté le ministre qui annonce une autre émission cette année pour poursuivre l'assainissement des finances publiques et l'apurement des arriérés commerciaux afin de donner un souffle à l'économie. ■

Renforcement de la lutte contre l'érosion :

La Banque Mondiale accorde 50 millions de dollars au Togo

Dans le cadre de la lutte contre l'érosion côtière, la Banque mondiale (BM) a annoncé en avril dernier avoir alloué au Togo une enveloppe financière de plus de 50 millions de dollars.

Cet appui qui se présente sous la forme d'un prêt au gouvernement togolais s'inscrit dans le cadre du Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA).

Le WACA est une plateforme de mobilisation destinée à assister les pays ouest-

africains afin de les aider à mieux gérer leur littoral et à renforcer la résilience socio-économique aux effets du changement climatique.

Ce programme vise également à faciliter l'accès des pays qui y participent à l'expertise technique et aux ressources financières. Il se présente comme une réponse collective au besoin urgent de lutte contre la dégradation du littoral selon une approche régionale et intégrée.

Le Togo à l'instar des pays situés sur la côte est victime depuis plusieurs années du

phénomène de l'érosion côtière caractérisé par l'avancée de la mer qui oblige les populations riveraines à changer d'habitat. Grâce à ce financement de la BM, le ministre togolais de l'Environnement, André Johnson, a annoncé le démarrage dans les prochains jours du WACA. Ce qui constitue une bonne nouvelle pour les populations vivant sur la côte.

Cette manne financière sera donc investie pour : renforcer les ouvrages de protection sur la côte,



André Johnson, ministre de l'Environnement et des ressources forestières

reconstituer les plages dévorées par l'océan, construire des systèmes de drainage. Des interventions sont également prévues pour lutter contre la pollution (traitement des déchets industriels et marins). L'objectif sera

d'empêcher l'avancée de la mer et de protéger le littoral.

Notons que les zones côtières représentent environ 42% du PIB de l'Afrique de l'Ouest et accueillent près d'un tiers de la population. ■



Conducteurs de Taxi et de Taxi - moto,
PAYEZ facilement l'IRTR
à partir de votre mobile



***145*6*5*2#**



Saisissez le numéro d'immatriculation de l'engin

*(Exemple : TG **** BG)*

**Vous recevez la notification d'imposition
précisant le montant à payer**

Confirmez le paiement

**Saisissez votre code secret de compte TMoney
pour valider la transaction**

*Vous recevez enfin un message de validation ou de l'invalidation de
l'opération.*

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Lancement demain du projet « Mettre fin au Sida en Afrique de l'Ouest »

L'événement aura lieu demain dans le plus grand hôtel de la capitale. Il s'agit du projet « Mettre fin au Sida en Afrique de l'Ouest » ce projet entre dans le cadre du programme du gouvernement des USA visant à l'amélioration de la santé.

Le projet a été possible grâce à l'Agence américaine pour le développement international (USAID). C'est en partenariat avec l'organisation non gouvernementale américaine de santé familiale Fhi30 et le Conseil national de lutte contre le sida (CNLS).

D'un coût global de 16,5 milliards de francs cfa, ce projet est pris en charge par le gouvernement américain à travers le bureau régional Afrique de l'Ouest de l'USAID. Il vise à accompagner les gouvernants et la société civile des pays de la sous-région dans l'accélération de

leur progrès pour l'atteinte de l'objectif 90-90-90 avec un focus sur les populations clés. Le programme est mis en œuvre de septembre 2017 à septembre 2022. Six pays sont intéressés par le projet : le Bénin, le Burkina, la Guinée, le Cameroun, la Côte d'Ivoire et le Togo

La Rédaction



Prof Vincent Pitchè du PNL/IST

Amélioration du climat des affaires: 600 Sarl créées depuis mars 2018

Les mesures engagées ces dernières années par le gouvernement togolais pour améliorer le climat des affaires et inciter les jeunes Togolais à l'entrepreneuriat, portent leurs fruits. La mise en place en novembre 2017 d'une Cellule Climat des Affaires (CCA) sous l'égide de la Présidence de la République, et la mise en œuvre de nombreuses réformes pour faciliter la création d'entreprises et attirer les investisseurs, donnent des résultats probants.

d'adoption a été pris en 2014 par le gouvernement.

Les réformes engagées ont porté sur la suppression des droits d'enregistrement et de timbres, la libéralisation du capital social, l'exonération de la Taxe Professionnelle Unique (TPU), réduction des frais de publication, réduction du coût d'octroi du permis de construire, création d'entreprises en ligne, etc.

Ces différentes dispositions ont été confortées par la Loi de finances 2018 qui a introduit de nouvelles actions en faveur des promoteurs d'entreprise.

Source: autogo



En effet, depuis mars 2018, quelque 600 sociétés à responsabilité limitée (Sarl) ont vu le jour sans recours à un notaire relève un mémo de la Cellule climat des affaires. Ce qui représente 85% des 704 Sarl formalisées au cours de ce deuxième trimestre.

Soit une économie moyenne par création de 175 000 FCFA pour les opérateurs économiques. Comparés aux chiffres de mars-juin 2017, il

s'agit d'une nette amélioration, tirée par les incitations fiscales de la loi de finances 2018 et par un climat des affaires plus propice.

Le nombre de Sarl sous seing privé a presque doublé, progressant à 599 contre 312 un an plus tôt. Une hausse de 92%. En ce qui concerne la création par acte notarié, on dénombre moins de 15%, soit 105 Sarl en 2018, contre 23% (96 Sarl) en 2017.

Avec l'augmentation du nombre de création d'entreprises depuis le début de l'année, le Centre des formalités des entreprises (CFE), enregistre ce trimestre, 704 Sarl contre 408 sur le premier trimestre et 1767 sur toute l'année 2017, où 1339 nouvelles sociétés avaient bénéficié du seing privé.

Ces résultats encourageants viennent conforter la réforme dont le décret



DÉSORMAIS, VOUS AVEZ LA POSSIBILITÉ DE CRÉER VOTRE ENTREPRISE EN LIGNE SUR LE SITE INTERNET DU CENTRE DE FORMALITÉS DES ENTREPRISES

OPTION SANTÉ Ebola en RDC :

L'OMS affirme que le risque pour la santé publique est « très élevé »

Le risque régional, englobant les voisins de la République démocratique du Congo, passe de « modéré » à « élevé », selon l'Organisation mondiale de la santé.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a relevé, vendredi 18 mai, d'un cran son évaluation du risque lié à l'épidémie de fièvre hémorragique Ebola en République démocratique du Congo (RDC). Selon un dernier bilan publié par l'OMS, le nombre de morts dus à l'épidémie s'élève à 25, sur un total de 45 cas, dont 14 confirmés.

L'agence de santé publique des Nations unies considère désormais que le risque pour la santé publique posé par l'épidémie est « très élevé », contre « élevé » dans sa précédente évaluation. De même, le risque régional, englobant les voisins de la RDC, passe de « modéré » à « élevé ».

Cette réévaluation est la conséquence de la confirmation d'un premier cas urbain de la maladie, dans la ville de Mbandaka, annoncée mercredi soir par le ministère congolais de la santé. « L'arrivée d'Ebola dans une zone urbaine est très préoccupante et l'OMS et ses partenaires travaillent ensemble pour intensifier rapidement la recherche de tous les contacts du cas confirmé dans la région de Mbandaka », a déclaré le docteur Matshidiso Moeti, directeur régional de l'OMS pour l'Afrique.

Plus de 300 personnes en contact direct ou indirect

« Nous estimons à plus de 300 personnes [ceux] qui ont été en contact direct ou indirect avec des personnes contaminées par le virus Ebola à Mbandaka », a déclaré pour sa part un médecin d'un hôpital général de la ville. Le gouvernement provincial de l'Equateur a fait état vendredi

de « trois cas suspects » à Mbandaka, « dont deux se trouvent à l'église du Temps de la fin » et « un cas typique à l'église Makapela », dans un quartier de la périphérie de la commune de Wangata.

Situé dans le nord-ouest, la ville de Mbandaka, qui compte un peu plus d'un million d'habitants, est un important centre urbain au carrefour d'axes de circulation routière, fluviale et aérienne majeurs, souligne l'OMS.

C'est la neuvième fois que l'actuelle RDC est confrontée

à une épidémie de virus Ebola. La maladie a fait sa première apparition connue près de la rivière Ebola dans le nord du pays dans les années 1970.

L'Afrique de l'Est en état de « haute alerte »

La Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) s'est déclarée en état de « haute alerte ». Cette organisation sous-régionale regroupe le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda, le Soudan du Sud, le Rwanda et le Burundi. Seul le Kenya n'a pas de frontière avec la RDC.

« Cinq des six Etats membres



de l'EAC partagent une frontière avec la RDC et tous entretiennent des échanges commerciaux avec d'importants trafics transfrontaliers », a dit l'EAC dans un communiqué. « Ces facteurs font que l'EAC se trouve en état de haute alerte », même si aucun cas d'Ebola n'a encore été identifié dans la région, poursuit-elle.

« Les Etats membres ont mis en place une série de mesures de sécurité », incluant l'examen rapide de personnes arrivant de la RDC, la mobilisation des personnels de santé, la mise en place et le renforcement des capacités de centres ad hoc, ainsi que la sensibilisation des populations.

Coupe du Monde Russie 2018 : La Phase de groupes

Jeudi 14 juin : (17h00) Russie - Arabie Saoudite, à Moscou (Loujniki)

Vendredi 15 juin : (14h00) Egypte - Uruguay, à Ekaterinbourg (17h00) Maroc - Iran, à Saint-Petersbourg (20h00) Portugal - Espagne, à Sotchi

Samedi 16 juin : (12h00) France - Australie, à Kazan (15h00) Argentine - Islande, à Moscou (Spartak) (18h00) Pérou - Danemark, à Saransk (21h00) Croatie - Nigéria, à Kaliningrad

Dimanche 17 juin (14h00) Costa Rica - Serbie, à Samara (17h00) Allemagne - Mexique, à Moscou (Loujniki) (20h00) Brésil - Suisse, à Rostov sur le Don

Lundi 18 juin (14h00) Suède - Corée du Sud, à Nijni Novgorod (17h00) Belgique - Panama, à Sotchi (20h00) Tunisie - Angleterre, à Volgograd

Mardi 19 juin : (14h00)

Pologne - Sénégal, à Moscou (Spartak) (17h00) Colombie - Japon, à Saransk (20h00) Russie - Egypte, à Saint-Petersbourg

Mercredi 20 juin : (14h00) Portugal - Maroc, à Moscou (Loujniki) (17h00) Uruguay - Arabie Saoudite, à Rostov-sur-le-Don (20h00) Iran - Espagne, à Kazan

Jeudi 21 juin : (14h00) France - Pérou, à Ekaterinbourg (17h00) Danemark - Australie, à Samara (20h00) Argentine - Croatie, à Nijni Novgorod

Vendredi 22 juin : (14h00) Brésil - Costa Rica, à Saint-Petersbourg (17h00) Nigéria - Islande, à Volgograd (20h00) Serbie - Suisse, à Kaliningrad

Samedi 23 juin : (14h00) Belgique - Tunisie, à Moscou (Spartak) (17h00) Allemagne - Suède, à Sotchi (20h00) Corée du Sud - Mexique, à Rostov-sur-le-

COUPE DU MONDE 2018 : la composition des groupes

GRUPE A	GRUPE B	GRUPE C	GRUPE D
Russie	Portugal	France	Argentine
Arabie saoudite	Espagne	Australie	Islande
Egypte	Maroc	Pérou	Croatie
Uruguay	Iran	Danemark	Nigeria
GRUPE E	GRUPE F	GRUPE G	GRUPE H
Brésil	Allemagne	Belgique	Pologne
Suisse	Mexique	Panama	Sénégal
Costa Rica	Suède	Tunisie	Colombie
Serbie	Corée du Sud	Angleterre	Japon

Don

Dimanche 24 juin : (14h00) Angleterre - Panama, à Nijni Novgorod (17h00) Japon - Sénégal, à Ekaterinbourg (20h00) Pologne - Colombie, à Kazan

Lundi 25 juin : (16h00) Arabie Saoudite - Egypte, à Volgograd (16h00) Uruguay - Russie, à Samara (20h00) Espagne - Maroc, à Kaliningrad (20h00) Iran - Portugal, à Saransk

Mardi 26 juin : (16h00) Danemark - France, à Moscou (Loujniki) (16h00) Australie - Pérou, à Sotchi (20h00) Nigéria - Argentine,

Saint-Petersbourg (20h00) Islande - Croatie, à Rostov-sur-le-Don

Mercredi 27 juin : (16h00) Corée du Sud - Allemagne, à Kazan (16h00) Mexique - Suède, à Ekaterinbourg (20h00) Serbie - Brésil, à Moscou (Spartak) (20h00) Suisse - Costa Rica, à Nijni Novgorod

Jeudi 28 juin : (16h00) Japon - Pologne, à Volgograd (16h00) Sénégal - Colombie, à Samara (20h00) Angleterre - Belgique, à Kaliningrad (20h00) Panama - Tunisie, à Saransk

Asky Airlines et Rwandair, pionniers du Marché aérien



Les Ministres des Transports du Togo, M. Ninsao Gnofam et du Rwanda, M. Jean de Dieu UWIHANGANYE, viennent de signer un accord bilatéral engageant leurs deux pays.

Aux termes de cet accord, les compagnies aériennes Asky et Rwandair vont désormais desservir les plateformes de Lomé et de Kigali avec de très bonnes conditions mutuellement et librement consenties.

Cette signature constitue une manifestation de l'action du chef de l'État SEM Faure Essozimna Gnassingbé, désigné champion du Marché unique du Transport aérien africain (MUTAA), pour la réussite de sa mission en vue de permettre au continent africain de tirer toutes les dividendes de son espace aérien et rapprocher davantage les destinations africaines les unes des autres.

Un encourageant en prélude à la 4ème réunion du groupe de travail ministériel sur l'opérationnalisation.



HAUTE AUTORITE DE L'AUDIOVISUEL ET DE LA COMMUNICATION

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail - Liberté - Patrie

HAAC

N° 07 /HAAC/18/P

COMMUNIQUE

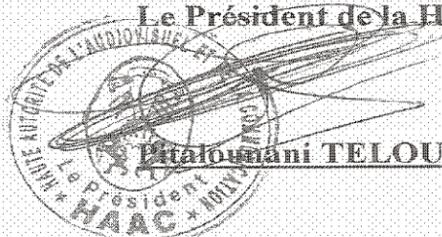
Conformément aux dispositions de l'article 9 du cahier des charges et obligations des radios et télévisions commerciales privées, le Président de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication invite les promoteurs et directeurs des organes ci-après à déposer au Secrétariat Particulier de la HAAC, au plus tard le 29 juin 2018 à 17h30, leurs demandes de renouvellement des autorisations d'installation et d'exploitation.

Il s'agit de :

- Radio Sports FM de Lomé ;
- Radio Kanal FM de Lomé ;
- Radio Nana FM de Lomé ;
- Radio Victoire FM de Lomé ;
- Radio Zéphyr FM de Lomé ;
- Radio Métropolys de Lomé ;
- Radio Zion de Lomé ;
- Radio Fréquence 1 de Lomé ;
- Radio Djabal Nour de Lomé ;
- RTDS d'Anèho.

Fait à Lomé, le 22 MAI 2018

Le Président de la HAAC



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC du 23 décembre 2010

Directeur de la Publication

PETCHEZI P. D. Fabrice

Comité de Rédaction

PETCHEZI Fabrice
Alain TCHEDRE
Prosper AWIH
Dick MESSAN (Stagiaire)

Correcteur

S. Didier

Infographie

JPB

Adresse

Route du Contournement CEDEAO,
Agoè Démakpoè, non loin des rails
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 42 83 46
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie

Direct Sprint

Tirage

1000 exemplaires



**INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT JUSQU'À 100 Mbps
DÉJÀ DISPONIBLE AU TOGO**

**LA FIBRE OPTIQUE CHEZ VOUS DISPONIBLE DANS
LES ZONES SUIVANTES :**

- ✓ **AGOÈ,**
- ✓ **BAGUIDA,**
- ✓ **BOULEVARD CIRCULAIRE,**
- ✓ **FOREVER,**
- ✓ **ZONE PORTUAIRE,**
- ✓ **ABLOGAMÉ,**
- ✓ **KODJOVIAKOPÉ,**
- ✓ **NYÉKONAKPOÈ,**
- ✓ **RÉSIDENCE DU BÉNIN,**

& DANS LES AUTRES CITÉS.

LES EXTENSIONS SE POURSUIVENT DANS LES AUTRES QUARTIERS DE LOMÉ.

**RÉSERVEZ DÈS MAINTENANT VOTRE OFFRE FIBRE DANS
TOUTES LES AGENCES DU GROUPE TOGO TELECOM
& BÉNÉFICIEZ DES AVANTAGES EXCEPTIONNELS !!!**

Adopter La Fibre du Groupe TOGO TELECOM, c'est participer au développement du Togo.